

# La grève des urgences s'étendra à tous les services

Alors que le mouvement de grève du personnel des urgences va se généraliser à partir du 1<sup>er</sup> décembre, le président du syndicat Samu-Urgences de France, dans une lettre adressée à l'Agence régionale de santé (ARS), évoque une « situation explosive » et dénonce le décès d'une patiente qui attendait une place en psychiatrie depuis trois jours.

« Ce service ne passera pas la période hivernale si l'on ne vient pas à son aide ». C'est par ces mots que le docteur Marc Noizet, successeur du ministre de la Santé François Braun à la tête de Samu-Urgences de France, a conclu sa lettre au directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) pour attirer son attention sur la « situation alarmante des urgences du CHUGA et de sa filière psychiatrique », en grève depuis le 1<sup>er</sup> novembre, tout comme le Samu.

Un écrit que *Le Dauphiné libéré* s'est procuré et qui détaille la situation « critique » de ce service, par ailleurs relatée à de nombreuses reprises dans nos colonnes. En termes très forts, Marc Noizet dénonce « la problématique de l'organisation territoriale des urgences psychiatriques, [...] apparue clairement comme une des sources de dysfonctionnement majeure ». Et en impute clairement la responsabilité à l'ARS : « Cette problématique d'organisation territoriale de la psychiatrie relève de vos services ».

Totalement saturé depuis des mois, confronté à un afflux qu'il ne peut absorber, le service des urgences du CHU « est prévu pour accueillir 55 patients maximum », indiquait récemment une porte-parole du personnel soignant. « Or, le matin, 50 à 70 patients, en moyenne, sont pré-



« J'ai rencontré une équipe désespérée, à bout de force, qui est entrée dans ce mouvement comme dernier salut. [...] Malgré les efforts et propositions des urgentistes et de l'établissement, la situation reste toujours aussi critique », dénonce, dans une lettre adressée à l'Agence régionale de santé, le docteur Marc Noizet, à la tête de Samu-Urgences de France. Photo d'illustration Le DL/Benoît LAGNEUX

sents et il faut accueillir tous les autres. Voilà comment on monte en fin de journée à 90, 100, 110 patients car la plupart des autres établissements ferment leurs portes vers 18 heures. Et à 23 heures, il n'est pas rare de comptabiliser 120 patients. Sur les brancards, dans les couloirs, sur les fauteuils, partout ».

## « Situation intolérable et dangereuse »

« J'ai rencontré une équipe désespérée, à bout de force, qui est entrée dans ce mouvement comme dernier salut », écrit Marc Noizet. « Ils traversent depuis plusieurs mois une période excessivement compliquée notamment liée au nombre grandissant de patients "stockés" aux urgences parfois plusieurs

jours, faute de lit d'hospitalisation. [...] Malgré les efforts et propositions des urgentistes et de l'établissement, la situation reste toujours aussi critique. Il s'agit d'une véritable situation de maltraitance institutionnelle à l'égard des patients comme des professionnels du service. Cette situation amène un épuisement des professionnels et leur fuite [hors des urgences], aggravant encore ces difficultés ».

Une représentante du personnel des urgences contactée par *Le Dauphiné libéré* évoque « l'absence totale d'actions de l'ARS » en dépit d'une situation qui « continue à s'aggraver ». C'est d'ailleurs surtout le manque d'empathie et de solidarité de la part des diverses administrations de tutelle qui choque

les soignants des urgences. Tous ont la sensation de se noyer petit à petit, sans obtenir d'assistance. La saturation des services psychiatriques est telle à l'heure actuelle que « 15 à 20 patients » sont quotidiennement stationnés aux urgences « en attente d'une hospitalisation en milieu psychiatrique, parfois jusqu'à une semaine durant. [...] Cette situation est clairement intolérable et dangereuse », dénonce encore le président de Samu-Urgences de France.

## « Les pires urgences de France »

Plusieurs événements graves se sont produits ces derniers temps dans le service, notamment le décès, le 7 novembre,

d'une femme de 47 ans qui attendait depuis trois jours une place en structure psychiatrique (\*). « Nous l'avons retrouvée morte aux toilettes à 9 h 30 du matin. Elle était depuis trois jours sur un brancard alors qu'elle aurait dû être en psychiatrie. C'était une patiente qui aurait dû être placée sous surveillance étroite mais nous n'avons ni les moyens, ni la formation pour cela. Cet événement traumatisant n'aurait jamais dû avoir lieu. Le fait est que si cette personne n'était pas venue aux urgences, elle ne serait sans doute pas morte. Nous sommes les pires urgences de France », témoigne une soignante, profondément écoeuvrée, qui requiert l'anonymat, et qui ajoute que les tentatives de suicide de patients se

## ► L'ARS « consciente des difficultés »

Contactés, les services de l'ARS se sont dits « conscients des difficultés d'origine multifactorielle de prise en charge des urgences au CHU de Grenoble, en particulier des difficultés de prise en charge des urgences psychiatriques. Dans ce cadre, l'ARS a diligenté, il y a quelques mois, une mission d'audit sur les urgences du CHUGA, intégrant la dimension psychiatrique du territoire. Elle a également mis en place un comité de suivi dédié à la problématique des urgences psychiatriques qui se réunit très régulièrement sous son égide en présence du CHU et des établissements psychiatriques du territoire. L'objectif est de définir une liste d'actions qui permettront de fluidifier la prise en charge des patients relevant de la psychiatrie afin qu'ils soient rapidement pris en charge dans des délais adaptés à leurs besoins ». Et de poursuivre : « Dans ce cadre, une dizaine de réunions a déjà eu lieu, permettant notamment la mise en place d'un suivi des orientations des patients, partagé par l'ensemble des établissements ; de la prise en charge prioritaire des patients en provenance des urgences au sein des établissements psychiatriques et du renforcement de la prise en charge psychiatrique au CHU avec intervention de professionnels provenant du CHU et du CHAL. L'ARS a également encouragé le CHUGA à organiser une réunion territoriale avec l'ensemble des établissements psychiatriques et des acteurs libéraux pour parvenir à fluidifier la filière. Les premiers échanges ont permis d'identifier des pistes de travail qui vont se poursuivre pour parvenir à améliorer durablement la situation. Enfin, il appartient à chacun de jouer pleinement son rôle, l'ARS agit à son niveau et reste vigilante quant à l'évolution de la situation. »

multiplient actuellement dans le service.

« Au total depuis ce 1<sup>er</sup> novembre 2022, 366 fiches d'événements indésirables concernant des patients présents aux urgences depuis plus de 24 heures ont été déposées et remontées à la direction », affirme encore la porte-parole du personnel. « On ne peut pas rendre les professionnels du service des urgences responsables d'une surveillance et de soins psychiatriques, alors qu'ils n'en ont ni les compétences ni les personnels en nombre suffisant », plaide Marc Noizet dans sa lettre à l'ARS.

La situation est à ce point délicate qu'au cours d'une récente assemblée générale, l'ensemble des services du CHU Grenoble Alpes a voté une grève massive

à partir du 1<sup>er</sup> décembre, et cela sur l'ensemble des sites : CHU Nord, CHU Sud, Hôpital couple enfants et hôpital de Voiron...

Denis MASLIAH

(\*) Sollicitée à ce sujet, la direction du CHU Grenoble Alpes a indiqué qu'« un décès est effectivement survenu au sein des services des urgences. Il a donné lieu à un signalement d'événement indésirable grave (EIG) qui, comme tout EIG, entraîne une analyse approfondie des circonstances et des causes de l'événement. La gouvernance du CHUGA, consciente des fortes difficultés rencontrées par les équipes, partage l'émotion des professionnels et des proches et demeure en soutien des professionnels ».

# La Covid frappe aujourd'hui davantage les actifs

Alors que les plus jeunes ont souvent été impactés par la Covid-19, la neuvième vague qui déferle touche en priorité les personnes de 30 à 60 ans. Les seniors restent aussi un public fragile face au virus.

La neuvième vague de la Covid balait l'Hexagone et la région Auvergne-Rhône-Alpes, comme l'Isère, ne sont pas épargnées. « Le taux d'incidence augmente depuis une quinzaine de jours, ainsi que les indicateurs épidémiologiques avec de nouveaux cas d'hospitalisation, davantage de passage aux urgences et plus de cas aussi dans les Ehpad », observe Thomas Benet, épidémiologiste à la cellule régionale de Santé publique France (SpF).

Celui-ci se veut néanmoins rassurant. L'épidémie de Covid a peu d'impact pour le moment sur les hôpitaux isérois. Cependant, sur la semaine du 14 au 20 novembre, on a dénombré en Isère huit hospitalisations critiques, pour un chiffre global de 85 nouvelles hospitalisations. Aussi, l'arrivée précoce de la grippe, conjuguée à l'épidémie de bronchiolite qui sévit actuellement, « la plus importante depuis 10 ans », demeure une menace supplémentaire pour l'hôpital, d'où les recommandations en ce qui concerne la vaccination [lire par ailleurs].

On observe également un déplacement de la Covid et de son virus, le SARS-CoV-2, vers les tranches d'âges regroupant les personnes les plus actives et qui ont le plus d'interactions socioprofessionnelles.



Les seniors demeurent un public fragile face au virus. Pourtant, en Isère, peu de personnes de plus de 60 ans ont effectué leur rappel de vaccination. Archives photo Le DL/Fabrice ANTERION

« Déjà, depuis le printemps, on constate que l'épidémie n'est plus portée par les plus jeunes, mais essentiellement par les populations de 30 à 60 ans avec un taux d'incidence autour de 500. Ensuite, on trouve les personnes de plus de 60 ans avec un taux d'incidence à 400. À titre de comparaison, le taux d'incidence des enfants de moins de 10 ans est à peine à 100 », précise Thomas Benet. Pour mémoire, ce taux d'incidence correspond au nombre de malades par 100 000 habitants.

En revanche, la vaccination pour les personnes de 60 ans et plus a du mal à s'imposer. Même si le taux de vaccination en Isère est le plus élevé de la région Auvergne-Rhône-Al-

pes, les marges de progression sont immenses. Ainsi le rappel avec le vaccin bivalent, adapté aux variants d'Omicron n'est, pour le public âgé de 60 à 80 ans, que de 7,3 % en Isère (pour 6,4 % pour la région). Ce taux est un peu plus haut chez les personnes de plus de 80 ans avec 10,5 % en Isère pour 8,8 % dans la région.

## « Il est probable que le virus va circuler durant toute la période hivernale »

Il reste que la durée de cette neuvième vague demeure difficile à prévoir. « Il est probable que le virus va circuler durant toute la période hivernale, d'une part car les gens sont davantage à l'intérieur et d'au-

tre part parce que des facteurs physiologiques sont liés à la saison », mentionne Thomas Benet. « C'est pourquoi le port du masque est recommandé dans certaines situations, quand on se trouve dans un environnement où il y a du monde, des rassemblements et même au sein d'une association. On sait que c'est l'une des meilleures protections, qui plus est contre l'ensemble des virus », poursuit l'épidémiologiste. Celui-ci rappelle également que parmi les publics les plus fragiles face au virus, outre les seniors, les personnes immunodéprimées doivent demeurer particulièrement vigilantes.

Georges AUBRY  
georges.aubry@ledauphine.com

## ► La grippe peut jouer les trouble-fêtes



Infectiologue au CHU Grenoble Alpes, le professeur Olivier Épaulard reste vigilant du fait de la conjugaison probable des épidémies hivernales. Archives photo Le DL/Benoît BOUY

Les constatations et les analyses de Santé publique France sont corroborées sur le terrain. C'est notamment le cas au CHU Grenoble Alpes. « Il y a effectivement des indicateurs de reprise de la Covid, mais les hospitalisations restent modestes. On a parfois des cas graves, mais on les trouve chez les personnes très âgées ou immunodéprimées. De toute façon, les personnes âgées restent particulièrement à risque, en particulier quand il existe des comorbidités », confirme le professeur Olivier Épaulard, infectiologue au centre hospitalier grenoblois.

## Grippe, bronchiolite, Covid risquent de s'additionner

Des lors, la neuvième vague ne l'inquiète pas particulièrement,

sauf que la conjugaison avec l'épidémie de bronchiolite et de la grippe – « que nous allons avoir, c'est une certitude », prévient Olivier Épaulard –, laisse planer des inquiétudes. « Sous sa forme actuelle, la Covid ne serait pas en mesure de mettre à plat le système, mais avec les trois épidémies qui s'ajoutent, il va falloir être vigilant sur ce qui se passe », dit-il. « Ce qui est important, c'est donc de se préparer et d'anticiper. On réfléchit donc à un scénario qui prend en compte une re-dégradation des urgences en partie liée à la grippe », observe l'infectiologue.

C'est pourquoi, lui aussi appelle les personnes âgées et immunodéprimées à se faire vacciner, qu'il s'agisse de la grippe ou de la Covid (dans le cas d'un simple rappel ou d'une nouvelle dose).

## ► La vaccination fortement recommandée

Si l'on ajoute à la Covid la grippe et la bronchiolite, on comprend que la hantise dans les hôpitaux soit l'arrivée massive de personnes à prendre en charge. Pour le moment, en ce qui concerne la grippe, la situation en Isère n'a absolument rien d'alarmant. L'épidémie s'étend néanmoins dans les régions du Nord-Ouest de la France et pourrait frapper de façon précoce la région Auvergne-Rhône-Alpes. « Il existe un risque que l'épidémie se propage rapidement », confirme Thomas Benet, à la cellule régionale de Santé publique France. Quant à l'épidémie de bronchiolite, elle demeure à un niveau très élevé depuis plusieurs semaines. « La crainte n'est pas vraiment une co-infection de la grippe et de la Covid, possible mais rare. Ce sont les deux ou trois épidémies qui surviennent en même temps et qui

peuvent avoir un impact en termes d'hospitalisation et de mortalité », poursuit-il. C'est pourquoi la vaccination est plus que jamais recommandée, notamment pour les publics les plus fragiles. « Il existe actuellement une campagne de vaccination contre la grippe. Il faut peut-être que les personnes qui se font vacciner se posent les bonnes questions et en profitent aussi pour demander le rappel anti-Covid », assure l'épidémiologiste. Celui-ci rappelle enfin que si les anciens vaccins protègent bien contre les formes sévères de la maladie, leur bénéfice diminue fortement au fil du temps et que la protection est moindre au fur et à mesure de la poussée de nouvelles infections. D'où les recommandations pour se faire vacciner ou bénéficier d'un rappel de vaccin.